

■ Texte du groupe majoritaire "Liste Alès"

Le 22 mars dernier, vous avez choisi de renouveler votre confiance à la majorité municipale conduite par Christophe Rivenq.

Nous souhaitons d'abord vous en remercier sincèrement.

Ce choix est intervenu dans une période particulière. Partout en France, les inquiétudes progressent, les tensions s'expriment plus fortement et les discours de contestation occupent une place grandissante dans le débat public. À mesure que les difficultés se complexifient, certains continuent pourtant de vouloir faire croire que tout pourrait être réglé rapidement, simplement et sans effort.

Alès n'a naturellement pas échappé à ce climat. Notre ville connaît les mêmes interrogations que beaucoup d'autres territoires. Les préoccupations liées à la sécurité, au pouvoir d'achat, à l'accès aux services publics ou encore à la qualité de vie sont réelles. Nous les entendons. Nous les partageons souvent. Mais il serait réducteur de ne voir dans le résultat du 22 mars que l'expression de ces inquiétudes.

Car malgré un contexte national favorable aux votes de rupture, malgré une campagne marquée par les caricatures, les approximations et les promesses dont chacun savait qu'elles se heurteraient rapidement à la réalité, une large majorité d'entre vous a fait le choix de renouveler sa confiance à une équipe, à une méthode et à une ambition pour notre territoire.

Ce choix a une signification particulière.

Il dit d'abord qu'une ville ne se gère pas à coups de slogans. Il rappelle que les difficultés auxquelles nous sommes confrontés ne se résoudront ni par l'incantation, ni par les postures, ni par l'exploitation permanente des mécontentements. Gérer une ville, c'est prendre des décisions, assumer des responsabilités et construire dans la durée des réponses crédibles à des problèmes souvent complexes. C'est parfois avancer moins vite que certains le souhaiteraient mais toujours dans la bonne direction. C'est cette conception de l'action publique qui guide notre majorité depuis plus de trente ans.

Car les attentes exprimées lors de cette élection sont considérables. Nous les prenons pleinement en considération. Mais nous demeurons convaincus que la responsabilité d'une majorité municipale n'est pas d'amplifier les inquiétudes pour en tirer un bénéfice politique. Elle est d'y répondre avec sérieux.

Trois mois après l'élection, le temps est naturellement venu de traduire cette confiance renouvelée dans l'action.

À vrai dire, cette action ne s'est jamais interrompue. Pendant que le débat démocratique suivait son cours, les services publics continuaient à fonctionner, les investissements à être engagés, les projets à avancer et les décisions à être prises.

Dès les premières semaines du mandat, les budgets de la Ville et d'Alès Agglomération ont ainsi été adoptés dans un contexte particulièrement exigeant pour les collectivités locales. Mais l'action municipale ne se résume pas aux équilibres budgétaires.

La sécurité a occupé une place importante dans le débat municipal. C'est un sujet sérieux sur lequel les habitants attendent des résultats davantage que des commentaires.

Nous n'avons jamais nié les difficultés qui existent. Nous n'avons jamais davantage accepté que l'on réduise notre ville à celles-ci.

Depuis plusieurs mois, les opérations conduites conjointement par la Police nationale, la Police municipale, la Justice et les services de l'État se sont intensifiées. Les interpellations se multiplient, les procédures aboutissent et des condamnations sont prononcées. La lutte contre les trafics et contre toutes les formes de délinquance demeure une priorité absolue.

Cette mobilisation a également conduit Christophe Rivenq à intervenir directement auprès de l'État afin d'obtenir des moyens supplémentaires pour notre territoire. Cette démarche a permis le renforcement des effectifs de la Police nationale avec l'arrivée de quatre policiers supplémentaires ainsi que la création d'un tribunal pour enfants.

Personne ne prétendra que ces avancées régleront à elles seules l'ensemble des difficultés. Mais elles illustrent une méthode. Lorsque des problèmes existent, nous choisissons de les traiter. Lorsque des moyens manquent, nous allons les chercher. Lorsque des décisions doivent être prises, nous les assumons.

Nous refusons ainsi deux attitudes dangereuses. La première qui consiste à nier les difficultés auxquelles notre territoire est confronté. La seconde qui consiste à laisser croire qu'Alès serait devenue la caricature que certains s'emploient à décrire.

Car cette caricature ne résiste pas aux faits.

Alès gagne des habitants, attire des entreprises, accueille de nouveaux projets, transforme son centre-ville, développe ses équipements et poursuit sa modernisation. Cela ne signifie pas que tout est réglé. Cela signifie simplement qu'un territoire peut à la fois regarder lucidement ses difficultés et continuer à avancer. C'est précisément le chemin que nous avons choisi.

Les élections municipales sont désormais derrière nous. Depuis plus de trente ans, notre majorité a toujours préféré consacrer son énergie à l'action plutôt qu'au bruit. Cette méthode a permis à Alès d'avancer et continuera à guider notre engagement. Tandis que d'autres se tournent déjà vers de nouvelles échéances, nous n'avons qu'un mandat à honorer. Celui que vous nous avez confié.

■ Texte du groupe de l'opposition "Rassemblés pour Alès"

Merci pour votre confiance

Chères Alésiennes, chers Alésiens, vous avez été 45 % à nous accorder votre confiance lors des dernières élections municipales, et nous vous en remercions. Grâce à votre mobilisation, notre groupe dispose aujourd'hui de 9 conseillers municipaux et de 6 conseillers communautaires au sein de l'agglomération. Votre vote a également permis l'élection de 4 grands électeurs supplémentaires pour les prochaines élections sénatoriales, renforçant ainsi la représentation de notre sensibilité politique au-delà de notre commune.

Cette confiance nous oblige. Elle nous engage à exercer une opposition sérieuse, constructive lorsque l'intérêt général l'exige, mais déterminée chaque fois que les choix de la majorité nous paraissent contraires à vos attentes légitimes.

Parmi les sujets qui vous préoccupent le plus figure l'insécurité. Pourtant, alors que notre ville a connu depuis le début de l'année plusieurs assassinats ou tentatives d'assassinats par arme à feu liés aux trafics de stupéfiants, la municipalité persiste à relativiser la situation. Combien de drames faudra-t-il encore avant que la majorité reconnaisse l'ampleur du problème ?

Nous voyons chaque jour les trafics prospérer, les points de deal s'installer durablement et le sentiment d'impunité gagner du terrain. Dans le même temps, d'autres villes comparables ont fait des choix différents. Béziers s'est dotée d'une brigade cynophile de police municipale. Narbonne renforce sa présence de proximité dans les quartiers sensibles. Résultat : ces communes ne sont pas confrontées à la multiplication des règlements de comptes armés que connaît aujourd'hui Alès.

Nous saluons le travail des polices municipales et nationales, ainsi que les opérations menées contre les réseaux criminels. La municipalité doit cesser de confondre communication et sécurité. Reconnaître la gravité de la situation ne revient pas à dénigrer Alès : c'est au contraire vouloir la protéger. Nous, Alésiens, attendons une présence renforcée sur le terrain, une véritable reconquête de l'espace public et une réponse à la hauteur de la progression du trafic de drogue.

Le groupe d'opposition a proposé la création d'une brigade

cynophile de police municipale. Son objectif est simple : renforcer la présence sur le terrain, améliorer les capacités de détection et participer à la dissuasion des consommateurs qui alimentent les réseaux de trafic. Cet outil, déjà utilisé avec succès dans plusieurs communes, constituerait un moyen supplémentaire d'agir face à une délinquance qui se banalise. Pourtant, cette proposition a été rejetée par le maire. Un refus d'autant plus incompréhensible qu'une récente loi a renforcé les compétences et les moyens d'action des polices municipales, et que le coût d'un tel dispositif demeure très limité à l'échelle du budget communal.

Cette décision illustre un manque de volonté politique que nous regrettons profondément.

Nous avons également refusé de voter le budget communal. Ce choix n'est pas idéologique, il est motivé par des arbitrages que nous jugeons incohérents. Alors que la majorité affirme manquer de moyens pour assurer correctement certaines missions du quotidien, notamment l'entretien et le désherbage des trottoirs, elle décide dans le même temps d'augmenter de près de 2 millions d'euros les subventions accordées aux associations.

Personne ne conteste le rôle essentiel du tissu associatif dans la vie locale. Cependant lorsque les espaces publics se dégradent, lorsque les habitants signalent des problèmes d'entretien récurrents et lorsque les questions de sécurité demeurent sans réponse suffisante, il est légitime de s'interroger sur l'ordre des dépenses engagées.

Face à ces constats, notre engagement ne faiblira pas. Les mois qui viennent seront marqués par de nouvelles échéances électorales et par la poursuite de notre travail de terrain. Nous amplifierons notre présence afin de défendre nos propositions pour la sécurité, le cadre de vie, le pouvoir d'achat et le développement de notre territoire.

Sur ce dernier point, nous vous appelons tous, chers Alésiens, à soutenir le maintien en service de l'aérodrome de Deaux, qui est un atout majeur pour notre agglomération.

Nous continuerons à porter votre voix avec détermination au conseil municipal et à l'agglomération.